



Toulouse, le 16 août 2016

**Au Premier Ministre,  
Au Premier fédéral de la fédération du PS 31,  
A la Présidente du Conseil Régional,  
Au Président du Conseil Départemental,  
A la Maire de Colomiers,  
Aux élus de la majorité présidentielle du département,**

Madame, Monsieur,

Georges Séguy, secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982, est décédé le samedi 13 août 2016.  
Il avait 89 ans. Nous sommes douloureusement touchés.

Face à la maladie et aux drames de la vie, Georges a résisté jusqu'au bout de ses forces.

A Toulouse, sa ville natale, devant les délégués du 50e Congrès de la CGT il avait lancé : « *il ne suffit pas de s'indigner, il faut aussi résister !* ». Résister fut en effet sa ligne de conduite depuis ses 15 ans jusqu'à son dernier souffle de vie.

A peine revenu de l'enfer de Mauthausen, embauché à la SNCF, il adhère à la CGT où ses camarades lui confient des responsabilités. Dirigeant national du Parti communiste français à partir de 1954, c'est en 1967, au 36e Congrès, qu'il est élu Secrétaire général de la Confédération Générale du Travail.

Il a marqué sa période par sa clairvoyance politique, son sens aigu de la synthèse, ses répliques cinglantes non dépourvues d'humour.

Attaché à l'unité de la classe ouvrière il a veillé à tenir compte des évolutions tant socioprofessionnelles que celles des process de travail. Il n'a jamais accepté la division syndicale, dans un contexte souvent difficile, il a tenté de trouver des voies unitaires.

Il a œuvré à plus de démocratie dans la CGT.

En 1982, à 55 ans, l'âge de la retraite des cheminots, contre toutes les habitudes, il quitte le secrétariat général de la CGT. Il fonde alors l'Institut CGT d'histoire sociale dont il était encore président d'honneur.

Habitué aux coups bas, nous pensions avoir tout vu, tout entendu, en matière de cynisme et d'hypocrisie.

.. / ..

Mais les hommages rendus du bout des lèvres à Georges SEGUY par Manuel VALLS et Myriam EL KHOMRI confirment, s'il en était besoin le mépris avec lequel ces deux personnages considèrent l'homme, le militant et la CGT.

Cette indignité, en même temps qu'elle avive notre douleur, renforce notre détermination à combattre toutes les injustices.

Comment pourrait-il en être autrement de la part d'un gouvernement qui nie l'existence même des travailleurs et tente de casser tout ce pour quoi a combattu Georges SEGUY jusque à ces derniers mois ?

Opposer les salariés entre eux, défaire leurs organisations syndicales pour diminuer les salaires, augmenter le temps de travail, diminuer tous les droits sociaux... voici la tâche que s'est assignée Manuel VALLS ; combattre le progrès social, revenir en arrière tel est sa feuille de route à l'opposé des objectifs de Georges SEGUY et de la Cgt.

Un gouvernement qui promulgue la loi EL KHOMRI en pleine période estivale sans aucun vote, contre l'avis de sa majorité, contre l'avis de la population, en infraction avec les lois internationales et en refusant d'entendre les aspirations au mieux disant social des classes laborieuses et de la jeunesse de ce pays est un gouvernement qui tourne le dos à la Démocratie en même temps qu'il méprise 200 ans de luttes sociales et de conquêtes des travailleurs.

La criminalisation de l'action syndicale est orchestrée depuis le plus haut niveau de l'Etat. Parmi les derniers exemples en date, celui de Vincent MARTINEZ, délégué CGT d'Air France dont Myriam EL KHOMRI vient d'autoriser le licenciement malgré le refus largement motivé et argumenté de ses propres services de l'inspection du travail. Notre département n'est pas épargné, il paye un lourd tribut depuis plusieurs années. Rien d'étonnant avec un Premier ministre qui se réclame héritier de Clémenceau plutôt que de Jaurès. Clémenceau, celui qui a fait tirer sur les mineurs en grève et arrêter toute la direction de la Cgt.

On comprend que les ministres d'un gouvernement qui pratique la chasse aux sorcières contre les salariés qui luttent pour leurs droits et contre les militants de notre syndicat, soient gênés pour rendre hommage de manière un minimum décente à un dirigeant qui incarne les valeurs de probité et de combativité de cette même CGT.

Nous apprenons que Manuel VALLS et une partie de son gouvernement ont programmé un meeting en Haute-Garonne le 29 août prochain.

La CGT considère ce déplacement sur la terre natale de Georges SEGUY comme une provocation indécente.

Pour les 15 000 syndiqués Cgt de la Haute-Garonne, pour tous les salariés qui font confiance à la CGT, mais également pour toutes celles et tous ceux que notre département, et plus largement notre région compte de citoyens désireux de fraternité et de justice sociale, ce meeting serait considéré comme une provocation. La CGT serait contrainte d'agir en fonction.

Par respect pour la mémoire et le combat de Georges SEGUY, nous appelons les élus de la majorité présidentielle à se garder de toute offense en n'assistant pas à cette réunion.

**Cédric CAUBÈRE**

**Secrétaire Général de l'UD Cgt 31**

